

## DECLARATION LIMINAIRE CSA L du 17/11/2025

Madame la Présidente,

L'affaire SHEIN met au grand jour une réalité : L'e-commerce est une sorte d'autoroute de l'importation. Ce flux, très largement d'origine chinoise, c'est plus de 2 millions de colis par jours. Là-dedans, on peut trouver de tout, y compris les saloperies les plus infâmes (CQFD ...). Il y a aussi une dimension fiscale à l'affaire. C'est bien loin d'être un modèle de rêve en termes social et environnemental. Mais c'est une donnée qu'il faut prendre en compte, sauf à vivre une gigantesque (r)évolution des pratiques du commerce mondial. C'est donc un défi pour les administrations bercyennes (Douanes, DGCCRF, DGFIP...). Le tout étant qu'on leur donne les moyens de relever ce dernier. A notre sens, il faut incontestablement hausser nos capacités de protection et de régulation.

Pour autant, le projet de budget 2026, en plus de « creuser la dette climatique », prévoit de sacrifier une nouvelle fois la fonction publique et ses agentes et agents, sur l'autel de l'austérité ! 3119 suppressions d'emplois dont 550 pour la seule DGFIP, gel des salaires, suppression de nombreux opérateurs : voilà en quelques mots ce que nous prépare le nouveau gouvernement ! Solidaires Finances Publiques s'insurge et réclame un plan de recrutement massif !

Voté en parallèle du projet de loi de finances, le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) fixe les objectifs de recettes et de dépenses de chaque branche de la Sécurité sociale. Sans grandes surprises, celui proposé pour 2026 réduit une fois de plus les dépenses de santé à hauteur de 7 milliards. Déjà concernées, comme tout un chacun, par les mesures austéritaires générales, les personnes en situation de handicap se voient condamnées à une double peine, avec des restrictions supplémentaires sur leurs droits.

A la DGFIP, sous couvert d'améliorer l'allocation et le pilotage des emplois et des effectifs, la DG entend remplacer le traditionnel TAGERFIP (Tableau de gestion des emplois de référence des finances publiques), et exprimer en ETP (Equivalent temps plein) la nouvelle méthode d'allocation des emplois basée sur des indicateurs actualisés de charges, d'enjeux financiers et socioéconomiques, et de leurs pondérations.

Nul doute que les récents questionnaires envoyés aux agent.e.s des cellules d'appui de la DIRCOFI Centre Ouest leur demandant de recenser leurs missions ne soient dictés par cette actualisation.

Solidaires Finances Publiques y voit pour les agent.e.s des conséquences qui ne sont pas rassurantes quant au devenir des règles de gestion qui ont pourtant déjà été bien réduites par la loi de transformation de la fonction publique. C'est également une négation de la souffrance des agent.e.s de la DGFIP engendrée par la forte dégradation des conditions de travail. Les chiffres de la vague de suicides et tentatives de suicide de 2025 en attestent, Les RPS en constante augmentation

tiennent toujours la 1ère place à chaque évaluation des risques professionnels. L'observatoire interne n'est pas plus positif : la souffrance au travail des personnels de la DGFIP n'est pas qu'une vue de l'esprit des représentants des personnels. Elle est bien réelle !

Le TBVS de la DIRCOFI Centre Ouest, que vous nous avez communiqué pour ce CSAL en est un constat de plus et Solidaires Finances Publiques demande que ce document soit examiné en priorité lors de ce CSAL.

Vous avez récemment annoncé une baisse des objectifs quantitatifs demandés aux agent.es de la DIRCOFI Centre Ouest au motif que « Depuis plusieurs années, les outils de CVT comme l'observatoire interne, mettent en avant un stress des agents au regard des objectifs et notamment sur le nombre d'affaires par agent ». Le combat mené par les OS lors de chaque instance depuis plusieurs années a enfin porté ses fruits. Les demandes récurrentes de Solidaires FP de réduire cet objectif est enfin entendu.

Sauf que le mal est fait, et que la contrainte imposée aux agent.e.s d'un objectif inatteignable de 14 dossiers pendant plus de 4 ans a laissé des traces. Nombre d'agent.e.s n'ont pas atteint ces objectifs et se sont vus sanctionné.e.s dans leur CREP. Pire, ce différentiel a été additionné au fur et à mesure des années avec parfois des objectifs totalement lunaires à plus de 16 dossiers. Ces situations ont conduit certain.e.s à abandonner leur mission, à demander une mutation subie, parfois jusqu'à sombrer dans la maladie tellement ils ou elles ont été malmené.e.s.

Alors, oui, la baisse des objectifs est une victoire...mais elle doit être accompagnée d'une refonte totale de nos organisations de travail et de notre modèle managérial, avec la volonté de faire de la bienveillance une réalité.

On en est loin....

Le combat continue... !

Notre syndicat Solidaires Finances Publiques est attaché à son administration, ses missions et les personnels qui la composent et sera toujours présent et déterminé pour les défendre.

Il est demandé que cette déclaration liminaire soit jointe au P-V de ce CSAL.